

8 mars, journée internationale  
de lutte pour le droit des femmes :

# UN COMBAT À POURSUIVRE



© katorfei

*“La femme est l’avenir de l’homme”*

*Jean Ferrat*



Louise GAVARY	Elisabeth POGGI
Edouard VERNIER	Michel OSSAKOWSKY
Bernard CHARLIER	Jacques RIGOLET
Roland ROUZEAU	Gérard WERMELINGER
Viviane GOBEAUX	Pierre ZINDY
Marie-Claude BAUDELET	Nicole COULON
Sylvie PERADOTTO	Paulette CADET
Michèle BUCLON	Alain LESIMPLE
Nicole LERAUX	Victor KOWALYK
Suzanne FORGET	Michel CREMONESI
Michel LOREAU	Annick BEGUERY
Pierre ROBINET	Didier KNOSP
Françoise ROBINET	Jacqueline GUILLOU
André COLLET	Christine CHAFIOL
Martine BEISSEGES	Martine BUENO
Jacques SILHOL	Andrée ZELEZ

## L'AVENIR NOUS APPARTIENT, DESSINONS-LE TOUS ENSEMBLE

**S**i certains souvenirs marquants de l'histoire, comme l'anniversaire des 150 ans de la commune de Paris ou encore les 40 ans de l'intégration de l'EPS à l'Education nationale, font de ce début de printemps 2021 un temps de réflexion, d'étude du passé pour réfléchir l'avenir... d'autres sont bien plus difficiles. Un an après le début de la pandémie, nous faisons toujours face à la crise sanitaire et les errements du gouvernement sur la stratégie vaccinale après ceux sur les masques, les lits, les personnels de santé, inquiètent fortement.

Le gouvernement ne tire aucune leçon des multiples crises qui se développent (politique, sociale, écologique, éducative...) et continue ses projets, même si certains sont freinés par la pandémie. Loi « pour un nouveau pacte de sécurité respectueux des libertés » ex « sécurité globale » qui restreint les libertés individuelles et collectives, loi « confortant les principes républicains » qui est une nouvelle fois l'occasion de stigmatiser une partie de la population, loi « pour le démocratisation du sport » qui ignore les pratiques et les pratiquants, loi grand âge et autonomie remise à plus tard, loi pour la transition écologique qui ne tient pas ses promesses, continuité de l'austérité pour l'Education avec de très nombreuses suppressions de postes etc. le changement d'orientation politique tant attendu pour faire face aux crises n'aura pas lieu sans mobilisation forte des citoyens.

Le groupe des 9 prend part à ces luttes nécessaires et a décidé d'une action nationale décentralisée le 31 mars. Beaucoup d'équipes locales ont d'ores et déjà prévu des rassemblements unitaires, parfois rejoints par les retraité-e-s de l'UNSA. Trois axes de revendications : l'exigence d'une vaccination pour celles et ceux qui la souhaitent, la dénonciation des discours et pratiques discriminatoires de plus en plus fréquents à l'égard des plus âgé.es et le pouvoir d'achat.

Ces actions doivent se démultiplier et les interpellations des politiques se faire plus pressantes dans la perspective des élections à venir (départementales, régionales, présidentielles). Porter nos mandats et nos revendications pour influencer sur les programmes de tous les candidats, pour des perspectives à gauche dépassant les guerres de personnes et les clivages, est un chemin qu'il nous faut emprunter toutes et tous.

Faisons de ce printemps, un nouveau printemps de lutte pour l'avenir.

[benoit.hubert@snepfusu.net](mailto:benoit.hubert@snepfusu.net)

## SOMMAIRE

### Édito ..... p.2

- L'avenir nous appartient, dessinons-le tous ensemble
- Le secteur retraités et ses représentants

### Actualités ..... p.3-4

- La dette : parlons-en !
- La CSG : comprendre son bulletin de pension (suite)
- COVID : qui finance les vaccins ? C'est nous !

### Débat ..... p.5-6

- On croit mourir de la COVID 19, on meurt pour les industriels du médicament
- Vaccinez-vous qu'ils disent !

### Écho des régions ..... p.7

- Une Section FSU retraités se crée dans les Bouches du Rhône : échos
- Séparatisme

### Syndicat ..... p.8

- Les retraité.es ont toute leur place dans le futur congrès national du SNEP-FSU
- Les élèves
- Syndicalisation

### Société ..... p.9

- Après lecture d'un essai : « Être vieux : relégation ou solidarité ? »
- Tintin et le trésor de la philosophie

### Actualités ..... p.10

- Essentiels nos services publics !
- 150 ans après la Commune de Paris, comment, aujourd'hui, poursuivre ?...

### Culture et loisirs ..... p.11

- « Le climat et la fin du mois » - Gilles Rotillon
- « Libres d'obéir » - Johann Chapoutot
- « Une terre promise » - Barack Obama
- Connaissez-vous Rosemary Standley ?

### Actualités ..... p.12

- 8 mars 2021, journée internationale des droits des femmes
- « Les amis de la Commune de Paris » : commémoration du début de la Commune
- Séjours 2021

# LA DETTE : PARLONS-EN !

Le poids de la dette publique est un argument avancé en permanence pour justifier de mesures d'austérité, de limitation des dépenses de l'Etat et des collectivités, de blocage des salaires et des pensions, voire de ponctions supplémentaires sur ces dernières. La pandémie a à la fois entraîné une augmentation de cette dette bien au-delà des critères soi-disant impératifs de l'Union Européenne et un discours sur la nécessité à la sortie de crise sanitaire, de travailler plus et de dépenser moins. Quelles réalités derrière ces discours ?

## MAIS QUI A DES DETTES ?

**Tout le monde !** Les ménages pour 61,7% du PIB mondial ; les acteurs financiers (banques, fonds d'investissement...) pour 84,3% du même PIB ; les états pour 90,7% ; les entreprises pour 94,7%, hors dettes entre entreprises. Le total, 258 000 milliards de dollars fin mars 2020, vraisemblablement augmenté depuis, représente plus de trois fois le montant des richesses produites en une année dans le monde<sup>(1)</sup> !

Et nous vivons avec ça depuis des années. Donc pas d'affolement à propos de la dette publique de la France.

## IL Y A DETTE ET DETTE

Toutes les dettes ne se valent pas si l'on peut dire.

**Une dette contractée pour réaliser un investissement crée à terme de la richesse.** Ainsi, l'essentiel de la dette

de l'Etat est essentiellement dû à des investissements (infrastructures, éducation, recherche, santé, sécurité, défense...) qui vont profiter à la collectivité et notamment aux générations futures. Il n'y aurait pas de réalisation de grands équipements collectifs si l'Etat renonçait à l'emprunt et donc à la dette.

**Une dette utilisée pour spéculer en bourse ne crée aucune richesse.** C'est le cas pour une proportion importante de la dette des acteurs les plus endettés, les entreprises. Elle sert alors par exemple à des fusions/acquisitions avec les destructions d'emplois qui les accompagnent et/ou à la rémunération des actionnaires.

Il y a également **une différence de nature (et de maîtrise) de la dette selon qui la détient** : une proportion importante de la dette publique japonaise est détenue par les japonais eux-mêmes. Par contre, 52% de la dette publique française est détenue par des non-résidents<sup>(2)</sup>. Et si l'emprunt se fait auprès des marchés financiers internationaux, il peut s'en suivre une dépendance délétère.

## IDÉES REÇUES VERSUS REALITÉS

Un certain nombre d'affirmations sont brandies, de façon parfois péremptoire, en général pour imposer des politiques d'austérité au détriment du plus grand nombre, au prétexte qu'il faut rembourser ou limiter la dette publique.

« *Il faudra bien rembourser !* » Oui peut-être, mais pas forcément ou totalement. Dans l'histoire nombre de dettes ont été renégociées, rééchelonnées, voire répudiées.

« *Le niveau la dette est insupportable !* ». Voire. En face de la dette, il y a des actifs financiers (à eux seuls ils correspondent pratiquement au passif) et patrimoniaux (que la vente ou la privatisation réduisent cependant). Le solde positif en faveur du patrimoine était, en 2018, de l'ordre de 15 milliards d'€, près du tiers des actifs.

Et le poids du service de la dette est tout à fait soutenable : depuis quarante ans « l'on assiste à une baisse continue des taux d'intérêt sur les dettes publiques mondiales<sup>(3)</sup> ». La France empruntait en juin 2020 à -0,29% (taux négatif : vous empruntez on vous rend des sous !) à 8 ans, un peu plus que la durée moyenne d'un emprunt, et seulement à 0,73% à 50 ans.

« *Nous léguons un fardeau à nos enfants !* ». L'affirmation en ce sens du Président de la République est une en-

tourloupette idéologique. Déjà chaque français ne naît pas avec une dette, mais avec plus de 4 500 € de patrimoine net (cf. ci-dessus). Il naît en outre avec des droits « à la santé, à l'éducation, à la protection sociale et, plus généralement à l'ensemble des services publics<sup>(4)</sup> ». Enfin, la dette est un rapport social intra générationnel et non pas entre générations : la dette actuelle est assumée par la génération actuelle.

## GÉRER LA DETTE

Du point de vue de la dette, un État n'a rien de commun avec un ménage ou une entreprise ; il n'est pas mortel ; sa dette peut se perpétuer dans le temps d'autant plus qu'il se donne les moyens de l'assumer, notamment par sa capacité à prélever l'impôt. La soutenabilité de la dette publique de la France est démontrée dans les faits : on lui prête à taux négatif.

Par ailleurs, divers choix ou décisions politiques sont possibles pour y faire face dans de meilleures conditions. Les économistes évoquent diverses solutions. Citons entre autres :

- L'annulation de tout ou partie de la dette ; nous avons vu qu'elle déjà servi dans l'histoire ; elle est envisagée par certains pour la dette contractée pour faire face à la pandémie du COVID ;
- Le rééchelonnement (renégociation des conditions et de la durée) ;
- faire rouler la dette : contracter une nouvelle dette pour rembourser la précédente (solution intéressante quand les taux sont négatifs ou diminuent).

**Il ne semble donc n'y avoir rien de catastrophique ni d'inéluctable pour ce qui est de l'existence et de la gestion de la dette publique. Il convient d'exercer un regard critique sur les prétendues vérités indépassables que le pouvoir ou les économistes de la pensée libérale tentent parfois de nous imposer. Nous invitons chacune et chacun à exercer sa réflexion, à s'informer et à débattre de ces questions pour éviter qu'on nous fasse avaler benoîtement et sans vergogne des couleuvres austéritaires.**

Roland ROUZEAU

(1) Source : Institute of International Finance, cité par Christian CHAVAGNEUX, « Alternatives Économiques », 24/12/2020

(2) Agence France Trésor

(3) Xavier RAGOT directeur de recherches au CNRS et professeur en économie à Sciences Po, « Dette publique : identifier les vrais enjeux » Journées de l'Économie, avec Alternatives Économiques

(4) « La dette publique », Les économistes atterrés, Seuil, 2021, ouvrage auquel nous avons emprunté (à taux zéro) plusieurs idées.



# LA CSG

## COMPRENDRE SON BULLETIN DE PENSION (SUITE)

Dans la suite de l'article du précédent bulletin, nous faisons le point sur l'origine et la nature de la CSG, prélevée sur notre pension brute (comme elle l'est sur les salaires des actifs).

### DE LA COTISATION SOCIALE À L'IMPÔT

La CSG a été instaurée en 1991 par le gouvernement ROCARD. C'est un **transfert des cotisations sociales** existant précédemment, assises sur les revenus du travail **vers un impôt prélevé** sur l'ensemble des revenus des personnes physiques. Les taux de prélèvement de la CSG n'ont cessé d'augmenter depuis sa création.

La part de CSG prélevée sur les revenus d'activité (salaires et autres revenus) et de remplacement (retraites, indemnités de chômage ...) constitue la très large majorité des recettes de la CSG (plus de 85 %). Le reste est constitué des prélèvements sur le patrimoine, les placements et les jeux. **Ce sont donc les salariés et retraités qui sont de loin les principaux contributeurs.**

Concernant la contribution patronale au financement de la protection sociale, se sont multipliés exonérations ou allègements, le plus souvent sous prétexte non traduit dans la réalité, de favoriser l'emploi. Les fraudes (travail dissimulé, non paiements divers) sont également un fléau répandu.

En outre, **les salariés et leurs représentants élus sont définitivement écartés de la gestion démocratique de la Sécurité Sociale**, à laquelle ils participaient à l'origine. Il s'agit désormais d'une gestion dans le cadre du budget de l'Etat (loi de financement de la Sécurité Sociale).

Ces évolutions reposent sur une véritable stratégie passant par une étatisation qui dessaisit les assurés sociaux de leurs droits de regard et de gestion, vers une priva-



tisation accrue des biens communs pour la prise en charge de la santé (dans la vie et au travail), de la vieillesse, de la dépendance, de la famille...

### RECONQUÉRIR LA SÉCURITÉ SOCIALE

L'ambition démocratique et sociale d'une protection de tous dans l'égal accès de chacun à la santé, aux garanties contre les aléas de la vie (vieillesse, dépendance, chômage, charges familiales) n'est pas ringarde. Elle reste un objectif décisif pour une société d'égalité et de véritable fraternité où nul n'est abandonné à son sort sur le bord de la route. Le SNEP et la FSU réaffirment leur attachement à une telle ambition.

Cela suppose de revoir les modalités de financement de remettre en cause la fiscalisation pour revenir à des cotisations sociales, de réviser à la hausse la contribu-

tion patronale, calculée sur l'ensemble de la valeur ajoutée produite, modulée en fonction de la politique d'emploi, d'investissement utile et écologique de recherche et d'innovation, et de lutter efficacement contre les fraudes. Cela nécessite également de revenir à une gestion des caisses de Sécurité Sociale par des représentants des assurés, élus démocratiquement. Une politique soutenue de prévention doit être également développée.

Notre pays a les moyens d'une telle ambition. Et la protection sociale n'est pas seulement source de dépenses. Elle génère de l'activité (emplois, recherche, production de services et de soins). Elle produit également du bien-être dans la société et réduit les discriminations et les inégalités. Soyons-en d'actifs promoteurs.

Roland ROUZEAU



### COVID : QUI FINANCE LES VACCINS ? C'EST NOUS !

Sur la base des statistiques disponibles (la transparence n'est pas particulièrement au rendez-vous), le **financement de la recherche** sur les vaccins pour le COVID, est assurée à **plus des deux tiers par de l'argent public** (gouvernements 59 % et ONG 6 %) et à moins d'un tiers (31 %) par les laboratoires sur fonds propres.

En ce qui concerne l'**achat** (préfinancements et commandes), avec des limites de connaissances statistiques encore plus limitées, le **financement est assuré à 79 % par l'argent public** (gouvernements 75 % et ONG 4 %) et moins de 20 % par les laboratoires.

Roland ROUZEAU

sources « Alternatives Économiques »



# ON CROIT MOURIR DE LA COVID 19, ON MEURT POUR LES INDUSTRIELS DU MÉDICAMENT

## DE LA COTISATION SOCIALE À L'IMPÔT

On peut ainsi pasticher Anatole France, au sortir de la première guerre mondiale 1914-1918, au regard du contexte de confinement que nous vivons et de sa gestion calamiteuse, amateur et improvisée, malgré une rémunération de 2 millions d'euro mensuelle versée à un cabinet privé, car bien sûr, ni l'Assemblée Nationale, ni le Sénat, ni les collectivités territoriales et ni les services publics, n'en auraient la compétence !

Cela a été illustré par l'absence de masques, de tests, de respirateurs, de lits d'hôpitaux — voir le fiasco de l'Armée Française, pour sa mise en place

d'un hôpital de campagne de 30 lits alors, qu'en Chine, c'était 1 200 lits d'un coup !

Aujourd'hui, nous manquons de vaccins promis et promus par les laboratoires privés américains, anglais et allemands. Le jeu des financiers et des spéculateurs se développe en pleine face d'une population plongée dans un état anxigène de sidération et de dépression, auquel s'ajoute une suspension des libertés fondamentales, renforcée d'un appareil répressif et policier accru.

## DES PROFITS INSOLENTS CHEZ LES BIG PHARMA

Dans ce système ultralibéral, les contrats d'achat de matériels de santé (vaccins, piqûres, flacons...) sont couverts par le secret des affaires, où par exemple Pfizer annonce 13 milliards de dollars de bénéfices au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020, et où Sanofi annonce 13 milliards d'euros de bénéfices pour l'année 2020, malgré son exclusion de la course au vaccin et la suppression de 400 postes dans la recherche pharmaceutique. Ces bénéfices indécents représentent chacun, 1 000 dollars ou 1 000 euros par retraité français.

## UN RENFORCEMENT DES INÉGALITÉS DE REVENUS

La pandémie a enrichi les plus riches et l'OXFAM — ONG spécialisée dans l'analyse des dérives financières — affirme que les milliardaires français (au

nombre de 81) ont vu leur fortune croître de 175 milliards d'euros en 2020, et que les quelque 600 milliardaires américains ont, eux, engrangé 1 000 milliards de dollars supplémentaires en 2020.

Nous sommes dans le cas de figure où l'argent coule à flots sur une poignée d'individus, argent qui ne ruisselle pas du tout sur la population. Il est tout à fait naïf de croire à cette fable déjà utilisée à la suite de la crise de 1929.

## UNE LONGUE SUITE DE DÉGÂTS FINANCIERS DE 2001 A 2021

Nous allons de krachs financiers en éclats de bulles financières spéculatives (par exemple aujourd'hui, la dette globale des étudiants américains ou bien la dernière en date sur le titre boursier « Game stop » à Wall Street, dont l'action est passée de 3 dollars à 600 dollars l'unité en quelques jours) :

- **En 2001** : 45 à 50 milliards de dollars de faillites dans la bulle spéculative, sur Internet, ont fait perdre 4 800 milliards de dollars aux familles américaines.
- **En février 2007** : l'affaire Bonnet-Kerviel, à la Société Générale, dont la perte de 4,7 milliards d'euros a engendré 470 milliards de destruction de capital en Europe.
- **En septembre/octobre 2008** : la faillite de 480 milliards de dollars de la banque Lehmann Brothers a fait se volatiliser 51 000 milliards de dollars au plan mondial, qui représentaient une fois et demi le PIB mondial de l'époque....



... Pour ces 3 cas, on peut observer un facteur 100 (un multiple de 100) appliqué au montant de l'effondrement d'une entreprise pourtant qualifiée de « too big to fall » ou « too big to fail », à savoir « trop gros pour chuter » ou « trop gros pour échouer ».

### UNE CHRONIQUE ÉCONOMIQUE DE JEAN-MARC SYLVESTRE INTROUVABLE

C'est le journaliste Jean-Marc Sylvestre, qui, le mardi 11 septembre 2001, dans sa chronique économique de 7h15 le matin, sur France Inter, dénonçait les 4 800 milliards de dollars perdus par les familles américaines dans la nette économie. La situation aurait pu davantage s'aggraver en ce 4<sup>ème</sup> trimestre de 2001 où les faillites d'Enron (énergie), de Worldcom (télécom) et TWA (transport aérien), auraient généré plusieurs dizaines de milliers de milliards de dollars supplémentaires en destruction de capital.

Je fais appel, de manière un peu complotiste, aux lecteurs de cet article, pour obtenir le sténotype de l'intervention de Jean-Marc Sylvestre, qu'il m'a été

impossible de trouver dans les archives de l'INA, de France Inter et de Radio France. Est-ce un blocage pour des droits d'auteurs, ou est-ce de la propre volonté du journaliste lui-même ?

### LES PLANS DE RELANCE POST PANDEMIC

On nous annonce une après-pandémie, où les Etats, les Collectivités Territoriales auront engagé plus de 12 000 milliards de dollars en plans de soutien et en plans de relance des économies : c'est une démarche volontariste pour des projets de développement.

C'est un autre paradigme, un autre concept que les 150% de PIB mondial évaporés en quelques jours, en octobre 2008, qui n'ont produit que de la dette.

Pensez à ce qu'aurait pu réaliser un plan de relance pour l'Afrique de 51 000 milliards de dollars : chaque habitant de ce continent aurait pu être doté d'un revenu de 2 000 dollars mensuels, plus 1 000 dollars de cotisations sociales, et tout cela pendant un an !

Ce continent aurait pu ainsi rejoindre le niveau des économies occidentales.

### LES PERSPECTIVES POUR L'APRÈS COVID 19

La sortie de la crise, de la pandémie, devront se conclure :

- Par l'établissement d'un impôt sur la fortune (ISF) avec comme exemple l'Argentine qui vient de décréter un ISF de 5%.
- La taxation à 1% de toutes les transactions financières qui s'élèvent à plus de 5 500 milliards de dollars quotidiennement à la surface du globe.
- La renationalisation des secteurs de la banque, de l'énergie, des transports.
- La relance des services publics de santé, d'éducation, de culture, du logement.

L'Éducation Physique et Sportive, l'épanouissement culturel, l'accès aux pratiques sociales sportives et culturelles seraient les bénéficiaires de la rénovation d'une vie sociale rassérénée, apaisée, sereine, un peu à l'image des « jours heureux » du programme du Conseil National de la Résistance,

Victor KOWALIK



## VACCINEZ-VOUS QU'ILS DISENT !

### Pour le droit à la vaccination

La prévention ou le refus à l'égard de la vaccination contre le COVID est soit de principe (refus de tout vaccin), soit conjoncturelle (incertitude sur la validité ou l'absence d'effets secondaire éventuels des vaccins contre le COVID proposés). Elle semble être en recul au fil des mois. Sans vouloir choquer ou stigmatiser les réticents ou les opposants résolus, la rationalité pousse à admettre que c'est bien la vaccination qui permet de limiter voire d'éradiquer les épidémies ou maladies les plus dévastatrices. Tuberculose, tétanos, variole, poliomyélite<sup>(1)</sup> et autres sont bien devenus exceptionnels ou été éradiqués grâce à la vaccination. Au demeurant, il ne s'agit pas d'imposer ou d'obliger à la vaccination, mais bien de permettre à toutes et celles et ceux qui le souhaitent et l'attende d'y accéder.

### Des trous dans la raquette

Bien sûr il y a les délais de recherche et de fabrication des vaccins. Mais en tout état de cause, le constat est fait qu'y compris dans le cadre des priorités retenues pour la campagne de vaccination, il y a des trous dans la raquette. Jusqu'à fin février, même pour les personnes en situation de comorbidité,

la tranche des 65-75 ans a été exclue de la vaccination. Jusqu'à cette date, pour les plus âgés et les plus précaires, l'éloignement a été une difficulté parfois insurmontable. Des salariés assurant des missions essentielles de service public et les retraités âgés de plus de 75 ans qui le souhaitent, ont rencontré des difficultés pour obtenir des rendez-vous et à fortiori pour se faire vacciner. On note une inégalité d'accès entre territoires au détriment des plus en difficulté sociale et/ou un manque d'équipements sanitaires publics. Les inégalités se manifestent aussi au niveau international et affectent sévèrement les pays les plus pauvres. Peut-on le tolérer sans réagir ?

### Agir pour d'autres choix

Intolérables sont aussi la spéculation et l'avidité financière dont font preuve les multinationales du médicament. Pour s'en tenir à un exemple français, Sanofi, a largement bénéficié de subventions de l'État pour développer la recherche et vu ses profits augmentés de 340 % en 2020. Le groupe annonce en pleine pandémie la suppression de 1 700 emplois, dont 400 de chercheurs... et distribue généreusement des dividendes à ses actionnaires. La privatisation des résultats de la recherche, des brevets et

des bénéfices financiers qui en résultent pour des groupes privés doit être remise en cause.

### Le G9 (neufs organisations de retraités dont la FSU) demande que le gouvernement :

- Crée les conditions d'un approvisionnement suffisant en vaccins ;
- Agisse pour que les brevets attachés aux vaccins contre la Covid 19 soient considérés comme des biens publics internationaux, afin qu'ils puissent être produits en France et dans tous les pays où cela est possible et répartis équitablement ;
- Intervienne pour préserver le potentiel de recherche de SANOFI en l'obligeant à revenir sur ses décisions récentes ;

Les 9 organisations demandent également qu'un Pôle public du médicament soit mis en place.

### Agissons pour faire valoir ces orientations.

Roland ROUZEAU

(1) Rappelons qu'Albert Bruce SABIN, le « découvreur » du vaccin contre la poliomyélite a renoncé à déposer un brevet, considérant que sa découverte ne devait pas servir des intérêts privés, mais être accessible à toutes les populations même les plus pauvres.

# Une SFR-D (Section FSU Retraités) SE CRÉE DANS LES BOUCHES DU RHÔNE : ÉCHOS

- **Décembre 2020** : réunion de relance de la Section Fédérale Retraités 13 (SFR) autour d'un collectif militant Snep, Snes, Snuipp. Le tour de table des participants et les contenus du débat ont abouti à proposer une rencontre en visio des retraités, pour recréer du lien et reconstruire du commun.
- **Janvier 2021** : la journée visio Rencontre SFR a donc marqué ce début d'année. Elle a regroupé le matin le collectif militant autour des questions d'organisation, de fonctionnement départemental, d'échanges avec nos instances nationales. L'après midi était ouverte à l'ensemble des syndiqué.e.s, afin de partager les préoccupations et analyser la situation politique, économique, syndicale de cette période inquiétante dans cette crise sanitaire et les incertitudes soulevées. La participation de Marylène Cahouet et de Claude Rivé en charge de la SFR Nationale ont permis d'apporter différentes informations et de favoriser les discussions.

• La mise en place de la SFR actée au Congrès National FSU de Marseille en 2007 correspondait à un mouvement général, mais la naissance ne s'est pas faite facilement. Le rapport aux actifs était et reste délicat. Les organisations syndicales des retraités ne sont pas organisées en structure mais plutôt en collectifs, en secteurs à part, ou en commissions. Ils sont regroupés dans leur syndicat (souvent au niveau départemental SFRD). Les SFRD n'ont pas de pouvoir de décision.

Au plan national, la SFRN regroupe une trentaine de collègues désignés par leur syndicat national. Les débats y sont réguliers, riches. Toutes les questions spécifiques sont évoquées et des propositions sont faites et partagées (santé, sécurité sociale, protection sociale, autonomie...). Les contacts fréquents sont établis avec le CDFN.

Le nombre de retraités a considérablement augmenté (« papy boom »). Au fil des décennies, l'espérance de vie a progressé de 25 ans même si une chute s'amorce depuis 3 ans, due aux conditions de vie et de travail de ces dernières années.

Il importait donc de s'en occuper et de faire valoir toutes les préoccupations de cette population de quelque 17 Millions !

## Les retraités doivent se faire entendre et rester visibles !

**Quel constat faisons-nous ? Comment s'organiser ? Quelles actions mettre en place ?**

30 ans de néolibéralisme ont fait avancer ses valeurs et cette hégémonie nous met en difficulté. Hélas, la pandémie que nous traversons rend difficile la mobilisation, nous sommes rentrés dans une période de turbulence. Nous avons aussi essuyé des revers. Cette nouvelle espérance de vie des retraités est entravée par le pouvoir néolibéral qui voit d'un mauvais œil cette avancée, de plus il a gagné une grande part de l'opinion !



Dans le même temps nous restons attentifs sur l'ensemble des difficultés structurelles (économiques, sociales, politiques, syndicales). La mise en place de notre journée, qui en appelle d'autres, a permis de nous retrouver, de nous rassembler. Elle a permis aussi de stimuler notre engagement et d'avancer des propositions d'action.

## Une première journée prometteuse d'objectifs :

- ▶ Structurer davantage notre SFR Bouches du Rhône.
- ▶ Mettre en place un prochain stage pour construire du commun revendicatif, organisé par le collectif SFR, ouvert particulièrement aux « pré-retraités-es ».
- ▶ Contribuer aux actions départementales du groupe des 9 comme une visio-rencontre avec le cabinet du Préfet.
- ▶ Organiser une conférence de presse pour préparer et donner les raisons de nos actions à venir.
- ▶ Créer un journal 4 pages retraités.
- ▶ Constituer un nouveau vivier de militants.

Ce que nous proposons modestement dans notre département peut aussi se construire ailleurs. Nous avons toutes et tous besoin de nous rencontrer, d'échanger, de partager, d'agir !

Michel CREMONESI,  
Martine SOREAU, Annie LOGOZ



## SEPARATISME :

Emanuel MACRON, Jean CASTEX, Jean-Yves LE DRIAN, Gérald DARMANIN, Jean-Michel BLANQUER, Eric DUPONT-MORETTI, Bruno LE MAIRE, entre autres membres du gouvernement, ont, selon Wikipédia, tous suivi leur études secondaires dans des établissements privés catholiques. Séparatistes !

Roland ROUZEAU

# LES RETRAITÉ.ES ONT TOUTE LEUR PLACE DANS LE FUTUR CONGRÈS NATIONAL DU SNEP-FSU

Dans quelques mois aura lieu le congrès national du SNEP-FSU, congrès qui a pour objectif de définir les orientations syndicales pour les trois ans à venir.

Notre syndicat a pour ambition de porter les revendications de tous les enseignants d'EPS et les professeurs de sport, ainsi que de tous les retraité.es de ces deux catégories professionnelles. Ces derniers représentent aujourd'hui plus de 13% des syndiqué.es du SNEP-FSU et, associé.es aux autres retraité.es des syndicats de la FSU, ont un poids non négligeable dans la fédération avec la section fédérale des retraité.es.

Notre syndicat s'est toujours fixé le double objectif de défendre et promouvoir le métier et, dans le même temps, les personnels. L'un ne va pas sans l'autre.

**Aujourd'hui de lourdes menaces pèsent sur les retraité.es** que le gouvernement ne manque pas de discréditer à tout moment, en les qualifiant de personnes âgées ou d'anciens. En faisant l'impasse sur le mot de retraité.es il les isole de ce qu'ils ont construit pour notre pays et peut ainsi faire plus facilement de leurs pensions une variable d'ajustement budgétaire, en les présentant comme des coûts pour l'Etat et non comme des salaires continués, fruits d'une vie de travail.



Le récent rapport Vachey ainsi que les propos de certains membres du gouvernement laissent présager de grosses inquiétudes sur l'avenir des pensions si la mobilisation n'est pas à la hauteur de l'attaque. Le choix de nos dirigeants actuels est de favoriser les profits. Le pouvoir d'achat des pensions a baissé de 4,7% en 10 ans, contribuant ainsi à l'enrichissement des plus grosses fortunes de notre pays, alors que les retraité.es participent à hauteur de 8% à la production de richesse en France.

**Le congrès national qui se prépare aura la responsabilité d'exprimer l'ensemble des revendications des personnels dont celles des retraité.es.**

Qui mieux que les retraité.es peut décrire la situation actuelle et exprimer leurs revendications. Chaque intervention dans les congrès départementaux puis académiques sera un élément important, favorisant leur prise en compte dans le congrès national. Nul doute que les congrès vont s'enrichir des propositions d'une partie non négligeable de nos syndiqués, d'autant que ce que nous allons avancer comme revendications syndicales nous touchent toutes et tous, actif.ves comme retraité.es, car la retraite concernera tout le monde sans exception.

**Retraité.es nous n'arrivons pas les mains vides dans nos futurs congrès.**

Depuis plus d'un an, nombreuses et nombreux sont celles et ceux qui ont occupé le terrain dans un contexte particulièrement difficile, marqué par la COVID et la répression organisée par le pouvoir actuel. Ce que nous avons

défendu pendant toute cette période portons-le dans nos congrès. Forts du soutien des actifs, contribuons à enrichir nos revendications syndicales et ainsi permettre une juste répartition des richesses que nous avons contribué et contribuons à produire.

Bernard CHARLIER

**IL EST ENCORE TEMPS SYNDIQUEZ-VOUS VITE !**

**Le 3 MARS, 1 181 collègues ont renouvelé leur adhésion au SNEP FSU, ce dont nous les remercions.**

Une mention particulière aux collègues qui ont franchi les 80 ans et plus ! Une très bonne nouvelle pour notre secteur. A ce jour, selon nos données, nous avons dépassé, pour les retraités, le nombre de syndiqués de l'an dernier.

Toutefois, bémol, sur un fond général de retard conséquent de syndicalisation.

**Pour mieux avancer, ensemble, à tous ceux et toutes celles qui ont oublié ou qui hésitent encore...**

**IL EST ENCORE TEMPS. SYNDIQUEZ-VOUS VITE !**

Louise GAVARY



## LES ÉLÈVES :

1 enfant sur 8 n'a aucun parent en emploi. C'est le cas de plus d'1 sur 3 dans les familles monoparentales.

Les pratiques sportives des collégiens sont très liées au rapport au sport de leurs parents et à leurs vacances d'été.

Au lycée, les parcours s'améliorent, mais les inégalités scolaires et sociales baissent peu.

source : INSEE

# APRÈS LECTURE D'UN ESSAI « ÊTRE VIEUX : RELÉGATION OU SOLIDARITÉ ? »

De Chloé Morin, politologue, et Daniel Perron, juriste, associés à la Fondation Jean Jaurès

Le virus, attaquant surtout les personnes âgées, a contraint de mettre en question les fragilités de certains et du grand âge au cœur du débat public.

Nombreuses hésitations sur les modalités du confinement ou du déconfinement des vieux lors de la crise pandémique, et un autre sujet apparaît avec brutalité : celui de la condition même que nous réservons au vieillissement dans nos sociétés. Car on pense de plus en plus la vieillesse, non comme une chance de vivre plus longtemps, une force de l'expérience, mais comme un handicap.

Les-vieux actuels ont eu « les Trente Glorieuses », le plein-emploi, le boom de l'immobilier, la libération sexuelle, les appareils ménagers et les loisirs... et il faudrait en plus se sacrifier économiquement et socialement pour eux ?

La jeunesse est présentée par le libéralisme dominant

et ambiant avec l'exigence pour chacun d'être et de rester performant, fier de cordée, dans une économie qui ne tolère ni les faibles, ni les indigents, ni les cabossés de la vie. Les étudiants (hors classes prépa), les « ubertisés » des livraisons, tous les précaires sont abandonnés.

Les vieux sont hors champ. On les y intègre ici et là, en tant que public spécifique ou cible commerciale, comme un groupe à part, celui « du troisième ou quatrième âge », des « seniors », des « aînés » etc. Cette exclusion de fait du collectif a des répercussions politiques : ils sont un sujet secondaire, quand ils sont un sujet.

La loi « Grand âge et Autonomie », annoncée par le président de la République en juin 2018 suite au mouvement social inédit dans les EHPAD, réclamant déjà plus de moyens humains, promise pour fin 2019, est régulièrement repoussée. Avec ce paradoxe



terrible : la crise sanitaire a surligné les enjeux du vieillissement, la nécessaire évolution du modèle de l'EHPAD, la question jusque-là négligée de l'isolement des personnes âgées... et n'a pas encore débouché sur une priorité effective donnée au sujet.

Les rapports commandés par l'exécutif s'accumulent ! Le principe acté de la création d'une cinquième branche de la Sécurité sociale est la résultante immédiate de cette crise, mais les incertitudes sur son périmètre, sa gouver-

nance, et surtout sur son financement sont énormes.

Cette 5<sup>ème</sup> branche, au lieu d'un 5<sup>ème</sup> risque couvert par l'assurance maladie pour le financement, permet et facilite l'entrée des assurances dans la protection sociale, les prélèvements supplémentaires sur les pensions de retraite... et une distribution de dividendes aux actionnaires d'EHPAD privés tels que Koryan.

La 5<sup>ème</sup> branche fragilise la Sécurité Sociale, dont le financement repose sur les cotisations sociales, part prélevée sur les richesses produites hors de toute sphère marchande. Mutualisées pour répondre aux besoins sociaux, elles donnent corps à un double principe de solidarité : « je cotise selon mes moyens et reçois selon mes besoins » ; pas de lien entre celui qui paie et celui qui reçoit, contrairement au système assurantiel. C'est le principe de la solidarité intra et intergénérationnelle.

Nous avons besoin de dépenses pour le service public, l'argent de la « Dette » doit aller à l'économie, aux besoins sociaux et environnementaux plutôt qu'aux bulles spéculatives dont la Bourse, les opérations de fusions d'entreprises et les restructurations à la hussarde.

Andrée ZELEZ

## TINTIN ET LE TRÉSOR DE LA PHILOSOPHIE

« Le parti pris de ce hors-série, c'est que les aventures de Tintin offrent à qui veut bien chausser les lunettes du philosophe, un petit traité, joyeux et profond, des vertus, de métaphysique et de politique – une introduction ludique et accessible aux grands concepts : l'amitié, la raison, la superstition, le courage... tels qu'ils ont été définis par Aristote ou Spinoza, Nietzsche ou Arendt.

Et comme dans le final de Rackham le Rouge, que nous avons choisi pour illustrer la couverture de ce hors-série, le trésor ne se trouve pas finalement au bout du

monde, mais à portée de main, sous nos yeux, dans la crypte de Moullinsart. »

Philosophie Magazine

« Aucun héros, sans doute, depuis Ulysse, n'a provoqué tant d'exégèses. Pourquoi ? Parce que les questions philosophiques essentielles, sur le juste et l'amitié et la haine, le vrai et le faux, suintent de Tintin comme le latex d'un hévéa. Mine de rien, le petit reporter au visage quasi invisible dans sa bouille ronde, offre planche après planche un petit traité illustré de métaphysique, de morale et de



politique. Entendons-nous. Tintin n'a pas besoin de philosophie pour être lu ; et à l'inverse, on peut faire de la philosophie sans Tintin, mais c'est sûrement moins drôle ! »

Sven Ortolli – Rédacteur en chef

# ESSENTIELS

## NOS SERVICES PUBLICS !

Pour répondre aux besoins d'une éducation de qualité, d'une formation efficace, d'une santé solide, d'une recherche performante, de transports collectifs accessibles, d'une sécurité adaptée plutôt que répressive, d'une démocratie participative... **les services publics sont incontournables**, bien articulés avec notre protection sociale solidaire.

Mais, pour cela, ils doivent être dotés de personnels qualifiés et suffisants, bien rémunérés, sous statut protecteur, associés aux décisions, travaillant dans de bonnes conditions et dans des installations adaptées. Cela exige une dotation budgétaire au niveau requis.

**C'était l'acquit de 1945, renforcé en 1983, exemplaire dans le monde.**

Depuis, et malgré les amputations successives, la preuve reste faite, tant lors de la crise des subprimes de 2008, qu'aujourd'hui avec la pandémie, que **notre système public est un amortisseur de crise**, incontournable ; mais ses ressources sont maintenant très insuffisantes, malgré l'engagement remarquable des personnels, pour bien répondre aux besoins actuels.

Pourquoi ? Les coûts financiers seraient-ils excessifs pour répondre à nos exigences, individuelles et collectives... « démesurées » ? Une efficacité accrue passerait-elle par plus de concurrence ! Non !...

Nous savons qu'une recherche développée, une bonne prévention, une formation de qualité, de bonnes rémunérations et une bonne qualité au travail... constituent **des investissements importants, décisifs**, notamment en ressources nouvelles, en emplois, en consommation, mais aussi en cotisations et imposition. La préservation environnementale en dépend.

**S'efforcer de saborder nos services publics constitue une volonté stratégique délibérée**, au profit de la concurrence financière, de l'individualisation du monde du travail, des intérêts d'une minorité contre le plus grand nombre. C'est ce que tentent la « loi de transformation publique » du 6/8/2019 et le projet de loi 4D (déconcentration, décentralisation, différenciation, décomplexification)

Face à la multiplication considérable des difficultés rencontrées, des souffrances des malheureux privés de tra-

vail, de ressources, et même de toit... **les magnifiques engagements solidaires individuels**, collectifs et associatifs font du bien, mais ne sauraient suffire.

Aujourd'hui, J'AI HONTE d'une France incapable de fournir les vaccins attendus par chacun, de défendre et de créer les emplois qui nous sont indispensables, de permettre à tous d'accéder à une bonne formation, notamment en EPS, et même de fournir un toit et de la nourriture à chacun...

Mais, ensemble et déterminés, **nous sommes suffisamment nombreux pour imposer une autre orientation**, au cœur de laquelle les services publics seront décisifs.

Cela exige rassemblement, notamment syndical mais pas seulement, et notre engagement déterminé dans les mobilisations qui s'organisent.

**« Plus jamais ça » et ses 34 propositions**, actuellement en débat, ouvre la voie à une alternative collective stimulante, même s'il reste à y faire une place, plus décisive, aux services publics et à leurs personnels.

Edouard VERNIER

## 150 ANS APRÈS LA COMMUNE DE PARIS, COMMENT, AUJOURD'HUI, POURSUIVRE ?...

C'est ce que s'est efforcée de comprendre, il y a quelques années, une rencontre organisée par les retraités du SNEP-FSU question que nous pouvons encore nous poser aujourd'hui !

En un peu plus de 2 mois, de mars à mai 1871, une révolution rassemblant le peuple de Paris, dans la « Commune de Paris », ne s'était levée pas seulement contre la volonté de Thiers de récupérer ses canons de la Butte Montmartre. Sa détermination était de mettre en place, démocratiquement, pour l'ensemble des travailleurs un travail pour chacun, l'accès généralisé à la nourriture, au logement, à la santé, à l'instruction publique, laïque et gratuite, de rétablir le suffrage universel, la séparation de

l'Église et de l'État, de réquisitionner les logements vacants, d'établir un moratoire sur les dettes privées, de reconnaître l'union libre, la journée de travail de dix heures, de faire les premiers pas vers l'égalité salariale entre les sexes (en s'appuyant sur « l'Union des femmes de Paris », de mettre en place des services publics gratuits, notamment de santé et de justice, des coopératives...et même de proposer le RIC (référendum d'initiative populaire) !...

Cette révolution populaire, malgré son large rassemblement, sa détermination et ses 30 000 morts de « la semaine sanglante », n'a pu se maintenir face au gouvernement Thiers replié à Versailles et appuyé par les Prussiens encerclant Paris.

Le CNR (« conseil national de la Résistance ») reprendra, avec succès, en 1945, ce projet démocratique et social, notamment avec la Sécu et les SP, maintenant gravement remis en cause.

Mais, aujourd'hui, cette ambition se heurte non seulement aux forces réactionnaires, comme en 1871, mais, en l'absence des Prussiens, surtout à la puissance de la finance internationale.

Comment, alors, nous rassembler, à nouveau, autour des mêmes objectifs sociaux, partagés et fixés démocratiquement, pour mieux vivre ?

Edouard VERNIER



# CULTURE & VOUS



## “Le climat et la fin du mois”

*De Gilles Rotillon ouvrage récent des Éditions Maïa*

Ce livre propose une réflexion sur les raisons qui font que depuis plus de trente ans, toutes les propositions faites pour lutter contre le réchauffement climatique n'ont réussi à déboucher que sur une augmentation des émissions qui en sont responsables. Ce n'est pas l'« homme », mauvaise abstraction qui dans sa généralité ne fait que culpabiliser stérilement tout un chacun, mais le mode de production capitaliste qui engendre tous les dérèglements environnementaux et la croissance des inégalités, destructrice de la paix sociale.

Se pose alors la question de la sortie du capitalisme. Deux orientations sont examinées dans ce but. L'une est l'approfondissement des conquêtes sociales favorables aux travailleurs. L'autre concerne les activités associatives de toutes natures qui créent des liens sociaux basés sur l'échange (non marchand), la convivialité, la coopération et où s'expérimentent les innovations sociales favorisant le vivre ensemble.

Le titre de ce livre est d'abord une référence à celui du Professeur Grollier, *Le climat après la fin du mois*. *Le climat ET la fin du mois*, c'est la conjonction des deux directions que je suggère. *Le climat* c'est le révélateur de la responsabilité du capitalisme et la fin du mois, c'est la nécessaire réduction des inégalités. Et c'est de la jonction de ces deux combats que l'on peut espérer le développement d'un mouvement de masse suffisamment puissant pour accélérer la sortie du capitalisme.

Gilles Rotillon est professeur émérite en Sciences économiques à l'université Paris-Nanterre, conseiller scientifique de l'observatoire de l'économie du sport et du service des données statistiques et membre d'honneur de la FAERE. Il est également membre des Economistes Atterrés. Il a consacré une grande partie de sa carrière de chercheur à réfléchir sur les questions environnementales, en particulier sur le changement climatique.



## “Libres d'Obéir”

Comment dans une RFA d'après-guerre et de la guerre froide, le recyclage des responsables nazis a permis à un ex-général SS, dans une continuité idéologique certaine, d'occuper une place centrale voire exclusive, dans la formation des cadres de l'industrie et de l'économie allemande et d'être à la source d'une des matrices du management moderne.

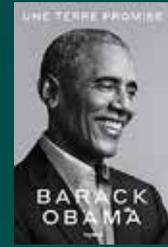
« Libres d'obéir, le management du nazisme à aujourd'hui », Johann Chapoutot, Gallimard



## Rosemary STANDLEY

Connaissez-vous Rosemary Standley ? Cette artiste franco-américaine a un registre assez extraordinaire qui va de la chanson française ou de langue anglaise (Grande Bretagne, États-Unis...) comme espagnole (Espagne, Amérique du Sud), portugaise (Brésil), italienne, russe ou créole à... Schubert. Elle reprend et réinterprète les plus belles chansons ou airs de ces répertoires avec sa belle voix et un registre très étendu. Elle a beaucoup produit avec le groupe Moriarty, mais ses collaborations sont multiples et diverses.

Dernier disque avec la violoncelliste, chanteuse et compositrice brésilienne Dom La Nena : *Ramages*. Œuvre accessible en CD ou sur les réseaux type Deezer.



## “Une terre promise”

*de Barack Obama aux Éditions Fayard.*

Ce livre présente divers intérêts, très appréciables.

Au moment où les Etats Unis traversent ce moment si singulier, il nous aide à mieux comprendre l'ampleur et la profondeur des clivages existants entre Américains et qu'Obama a tenté de réduire : racisme, inégalités sociales, droit à la santé pour tous, environnement, groupes de pression, notamment financiers, se substituant au fonctionnement démocratique...

Le parcours d'Obama vers la Maison Blanche, puis son mandat présidentiel, constitue une aventure exceptionnelle souvent étonnante, mobilisant un potentiel humain multiple, lui aussi exceptionnel, bien mis en valeur, aux USA comme à l'étranger (Inde, Chine, Afghanistan, UE...).

Ses charges, considérables, ne l'ont pourtant pas empêché de consacrer, à ses 2 filles et à Michelle, son épouse, une attention et une affection attentive, souvent émouvante.

Bien écrit, ce livre, plein de surprises et d'enseignements, est captivant.





# 8 MARS 2021

## JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES

**A**cette occasion, le 8 mars 2021, plus de 30 associations et syndicats (dont la CGT, la FSU et Solidaires) appelaient à réaliser une « grève féministe » pour « la journée internationale de lutte pour les droits des femmes » et pour dénoncer les inégalités hommes femmes ; inégalités qui se sont accentuées avec la crise sanitaire du COVID.

« L'épidémie a mis en lumière que les femmes étaient au front, en première ligne à travers différentes professions et aussi à la maison » Mireille Stivala – CGT santé et action sociale

Dans sa déclaration à l'occasion de « la Journée internationale de la femme », la Directrice exécutive d'ONU Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka, a déclaré : « Nous avons besoin d'une

représentation des femmes qui reflète toutes les femmes et les filles dans toutes leur diversité et leurs capacités, indépendamment de leur situation sur le plan culturel, social, économique et politique. Il s'agit là de la seule façon d'obtenir un véritable changement sociétal qui intègre les femmes dans la prise de décisions, sur un pied d'égalité et au bénéfice de toutes et tous. »

Les femmes sont également au premier plan de la lutte contre la COVID-19, en tant que travailleuses de première ligne et professionnelles de santé, en tant que scientifiques, médecins et pourvoyeuses de soins, mais elles sont pourtant payées 11% de moins que leurs homologues masculins à l'échelle mondiale. Une analyse des groupes de travail sur la COVID-19 de 87 pays a révélé que la pa-

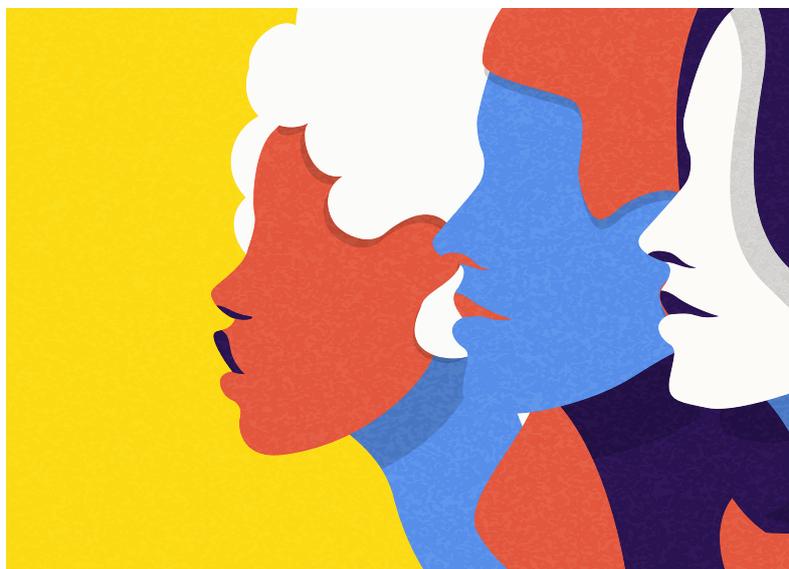
rité entre les sexes n'avait été atteinte que pour 3,5% d'entre eux seulement. (ONU- Femmes)

Rappelons que si le 8 mars est célébré dans de nombreux pays, ce n'est qu'en 1977 que les Nations Unies officialisèrent « la jour-

née internationale des femmes » et qu'en France, elle ne le sera qu'en 1982.

Et... Que ce n'est ni « la journée de la Femme », ni « la journée des femmes » !!!

Viviane GOBEAUT



### « LES AMIS DE LA COMMUNE DE PARIS » 18 MARS 2021 COMMÉMORATION DU DÉBUT DE LA COMMUNE

Le 18 mars 1871 débutait l'insurrection qui allait donner naissance, une semaine plus tard, à la Commune de Paris. Pour commémorer cet événement, nous avons fait notre parcours depuis la place de la Bastille à la place de l'Hôtel de Ville.

#### 150<sup>ème</sup> anniversaire de la Commune - Un élan populaire pour « monter au Mur »

Malgré la pandémie, le cent-cinquantième anniversaire de la Commune n'a pas manqué d'initiatives qui ont montré une fois de plus que, loin d'être morte, la Commune reste une source merveilleuse d'inspiration et de confiance pour toutes celles et tous ceux qui se réclament encore des valeurs de la « République démocratique et sociale ».

### SÉJOURS 2021

#### Les Séjours 2021 sont complets

CARQUEIRANNE : en raison des conditions sanitaires, le séjour prévu en mai 2021 est reporté à **juin 2022**.

Pour LES PYRÉNÉES ARIÉGEOISES et HISTOIRE EN PICARDIE tout dépendra de l'évolution des conditions sanitaires et des décisions gouvernementales.

